COUNTRY:France
PAGE(S) :20
SURFACE :48 %
FREQUENCY :Daily
SECTION :Ig_ouverture
CIRCULATION :(27633)
AVE :2,4 K€
► 14 August 2025 - Edition Eure-et-Loir
Page Source

A la veille du sommet Trump-Poutine, Frédéric Encel appelle les Européens à refuser leur déclassement

« L'UE doit taper du poing sur la table »

interview

Grands absents du sommet Trump-Poutine de demain, les Européens, et leurs alliés ukrainiens, doivent réagir et « acquérir une dimension politico-militaire pour être pris en considération sur la scène internationale », interpelle le géopolitologue Frédéric Encel, professeur à Sciences-Po Paris et auteur de La Guerre mondiale n'aura pas lieu (Odile Jacob).

* Organiser ce sommet en Alaska, vendu par les Russes aux États-Unis au XIX e siècle, pour parler de la partition de l'Ukraine, revêt-il un caractère subliminal ? Trump a tellement fait montre d'absence de connaissances historiques, géographiques, diplomatiques, qu'à la limite, on peut se demander dans quelle mesure il le sait. Ensuite, le sort de l'Alaska XIX e siècle est radicalement différent des conditions de négociation autour de l'Est de l'Ukraine aujourd'hui. L'Alaska a été achetée en bonne et due forme par les États-Unis d'Amérique à l'empire tsariste contre pièces sonnantes et trébuchantes.

* Après plus de trois ans de conflit, que peut-on attendre de ce sommet ? Il est impossible d'en prédire l'issue. Mais même s'il ne donne rien, ce sera tout de même une étape importante, car c'est la première fois qu'un président russe rencontre un président américain depuis le début du conflit. Si un accord est trouvé, il pourrait ne pas être totalement défavorable à l'Ukraine, malgré les propositions extraordinairement généreuses de Trump en faveur de Poutine.

* Qu'est-ce qui vous incite à l'optimisme ? A u regard de l'inféodation de l'économie russe à l'économie chinoise ; au regard de ses difficultés militaires objectives, au regard de la destruction d'une partie de sa flotte de la mer Noire et d'une partie de son aviation ; au regard des centaines de milliers de soldats de tués russes pour obtenir des territoires dénués de véritables intérêts autres qu'idéologiques, on peut très bien imaginer Poutine accepter sous la pression américaine un deal qui ne serait pas si défavorable à l'Ukraine. Mais c'est l'option optimiste.

* À l'inverse, l'éventuelle reconnaissance par les États-Unis de l'annexion russe d'oblasts ukrainiens pourrait-elle créer un précédent pour la Chine concernant Taïwan ? Si les États-Unis reconnaissent l'annexion russe d'une partie du territoire ukrainien souverain, obtenue exclusivement par la force, cela constituerait un précédent incontestable. Ce serait une invitation à moins de prudence pour la Chine vis-à-vis de Taïwan, et potentiellement un encouragement pour d'autres États à privilégier exclusivement la voie de la force. Xi Jinping est d'ailleurs le personnage le plus intéressé par l'issue de cette réunion.

* Trump mesure-t-il ce possible effet domino ? Trump a placé des personnes de confiance autour de lui, mais celles-ci lui rapportent ce qu'il veut entendre, créant des oeillères. Le nord sur sa boussole est le mercantilisme absolu. Ce qui l'intéresse dans la paix avec la Russie, quelles que soient les conditions pour l'Ukraine, est de pouvoir renouveler un business lucratif avec ce pays, et d'obtenir la levée des sanctions. Le volume d'échanges entre l'Ukraine et les États-Unis étant minime, l'Ukraine serait sacrifiée au profit de gains économiques rapides avec Moscou.

* Le droit international risque-t-il d'être remplacé par la force si les États-Unis abandonnent la dimension morale et diplomatique au profit du gain économique ? Le droit international est ce que l'on veut bien en faire et dépend de ceux qui veulent le garantir. Si un président américain privilégie la

All rights reserved

COUNTRY:France
PAGE(S) :20
SURFACE :48 %
FREQUENCY :Daily
SECTION :Ig_ouverture
CIRCULATION :(27633)
AVE :2,4 K€
► 14 August 2025 - Edition Eure-et-Loir

recherche du gain économique rapide et immédiat, abandonnant les alliances traditionnelles et ne faisant plus de la dimension morale ou diplomatique une priorité, et que des puissances comme la Russie, la Chine ou la Turquie poursuivent des politiques ouvertement impérialistes, alors le droit international sera malmené. L'Europe, qui dispose d'une capacité d'action, a la responsabilité d'établir, elle-même, de nouvelles normes et de taper du poing sur la table. Si l'Europe ne le fait pas, elle sera responsable de sa propre relégation.

* L'absence des Européens et des Ukrainiens à ce sommet en Alaska ne rappelle-t-elle le précédent de Munich en 1938 ? L'absence des Européens et des Ukrainiens à ce sommet rappelle effectivement le précédent de la conférence de Munich en 1938, où la Tchécoslovaquie fut dépecée en son absence. Dans les relations internationales, le rapport de force prédomine sur le soft power et le droit international, qui est lui-même issu d'un rapport de force. Considérer le droit comme immanent et transcendantal, au-dessus des rapports de force, relève de la pensée magique. La Russie, bien qu'affaiblie, reste une puissance globale avec des atouts économiques, stratégiques et militaires, tout comme les États-Unis et la Chine. L'Europe doit acquérir une dimension politico-militaire pour être prise en considération sur la scène internationale.

* Face à la désindustrialisation au grand profit de la Chine, au nouveau protectionnisme américain et à sa longue léthargie militaire, l'Union européenne a-t-elle encore la capacité de réagir ou risque-t-elle le délitement ? L'Union européenne possède toutes les capacités nécessaires dans tous les domaines : militaire, technologique, diplomatique, normatif et même démographique. La question fondamentale n'est pas la capacité, mais la volonté politique. Mon maître en géopolitique, Yves Lacoste, évoquait la nécessité d'un corpus de représentations identitaires. Si cette volonté n'existe pas, l'Europe connaîtra la faiblesse et l'absence de maîtrise de son destin. Il faut une Europe forte, avec une alliance beaucoup plus intégrée entre le Royaume-Uni et la France qui, quoi qu'on en dise, restent les deux seules vraies puissances globales de l'espace européen. Le temps est compté. On ne parle plus en décennies mais en années, pour éviter un déclassement économique et stratégique.

Reconnaître l'annexion russe serait une invitation à moins de prudence pour la Chine vis-à-vis de Taïwan.

Dominique Diogon dominique. diogon@centrefrance. com ■

All rights reserved